***(Agent contractuel en CDI)***

**ARRETE PORTANT FIN DE CONTRAT DANS LE CADRE D’UNE RUPTURE CONVENTIONNELLE**

**M................................................................**

**GRADE : ......................................................**

Le Maire (ou le Président) de ………,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2019-1593 du 31 décembre 2019 relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique,

Vu le décret n° 2019-1596 du 31 décembre 2019 relatif à l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique et portant diverses dispositions relatives aux dispositifs indemnitaires d'accompagnement des agents dans leurs transitions professionnelles,

Vu l’arrêté du 6 février 2020 fixant les modèles de convention de rupture conventionnelle prévus par le décret n°2019-1593 du 31 décembre 2019 relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique,

Vu le contrat à durée indéterminée de M/Mme...............du .......................

Vu la demande écrite du......... *(date de la demande)* de M/Mme....................sollicitant une rupture conventionnelle,

OU

Vu la demande écrite du ..............*(date de la demande)* de *.......................(collectivité)* sollicitant une rupture conventionnelle,

Vu la convention de rupture conventionnelle entre …………………(collectivité) et Mme/M …………………………. conclue en date du …………………………. et ayant acquis un caractère définitif, après respect du délai de rétraction de 15 jours, soit le …………….

Considérant l’accord de l’autre partie de répondre favorablement à cette demande,

Considérant l’entretien préalable en date du ............... ayant déterminé les conditions de la cessation définitive des fonctions de l’agent et le montant de l’indemnité,

Considérant la signature de la convention par les deux parties le ..............., manifestant leur intention sans équivoque de convenir de la rupture conventionnelle,

Considérant que la date de cessation des fonctions ne peut intervenir qu’à compter de la prescription du délai de rétractation,

**ARRETE**

**ARTICLE 1:**

A compter du ............, il est mis fin au contrat deM/Mme............. en raison de la convention de rupture conventionnelle signée entre l’intéressé et la collectivité le ...............

**ARTICLE 2 :**

A la date précitée, M/Mme........................est radié(e) des effectifs.

**ARTICLE 3**:

M/Mme..................percevra une indemnité spécifique de rupture conventionnelle d’un montant de ................€. Il bénéficiera de l’assurance chômage dans les conditions de droit commun.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera :

- notifié à l’agent,

- transmis au comptable de la collectivité,

- transmis au Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale.

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom lisibles et signature)*

*ou*

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Notifié le ...........................

Signature de l’agent :